L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 23 MARS 1873. 43me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS. DIMANCHE MATIN, 23 MARS.

Prix de l'abonnement.

1 an	$14
6 mois	7
3 mois	3 50
1 mois	1 25

Prix du numéro ..... 5 cents.

AVIS.

L'Abeille ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et au dehors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner à la semaine avec les porteurs de l'Abeille.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Nous publions tous les samedis une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières qui ont paru pendant la semaine. Prix, $6 par an, et 10 cts le numéro.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par R. M. et B. J. Montgomery, au No 28 1/2, rue Poydras—clientèle, bail et fonds de café.

Par D. E. Morphy, rue Tchoupitoulas, No 33—un fonds général de groceries, etc.

Par Hoffman, Marks & Co., au 36 de la rue de Chartres. — Marchandises sèches et lingerie, marchandises variées.

CAFÉ.—MM. Montgomery vendront lundi, 24 mars, à 1 heure de l'après-midi, au N° 28 1/2, rue Poydras, près Dryades, le contenu du café qui s'y trouve, avec la clientèle et le bail. Voir l'annonce.

Fonds de Groceries—Vins et Liqueurs.—Voyez l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

SPECTACLES.

Dimanche, 23 mars 1873.

OPÉRA—Jean le Tocher et Trombal-Cazar.
ACADÉMIE—Eustache Bandin.
ST-CHARLES—Escaped from Sing Sing.
MUSÉE D'ANATOMIE.—40 rue St-Charles.

Le Comité des Deux Cents.

Le comité des deux cents citoyens qui a pour président M. Thos. A. Adams, s'est réuni, hier à midi, à la Bourse, rue de la Commune, pour entendre le rapport de son comité exécutif. Le juge John A. Campbell a donné lecture de ce document qui est déjà imprimé et qui sera distribué dans toute l'Union, par les soins d'un comité de trois membres désigné à cet effet. Le comité des 200 s'est ajourné à jeudi prochain, à midi, pour entendre un autre rapport de son comité exécutif, sur la situation des affaires locales. Cette réunion aura une grande importance et il est désirable que tous les membres de l'organisation se fassent un devoir d'y assister. On y discutera la question de savoir si le comité des 200 doit s'occuper de la résistance au paiement des taxes ou laisser ce sujet à l'association déjà formée dans ce but.

La première partie du rapport lu par le juge Campbell, contient l'exposé des démarches faites par le comité à Washington et des faits qui se sont accomplis depuis lors, avec des extraits des divers rapports du comité du Sénat, des citations de dépêches et des commentaires. Le temps et l'espace nous manquant pour donner la traduction complète de cet important document, nous devons nous contenter d'en reproduire les conclusions.

CONCLUSIONS.

Le comité a examiné mûrement la position des affaires de l'Etat en ce moment et il présente, maintenant, au peuple le résultat de ses délibérations.

L'insection du dernier Congrès a laissé le contrôle de nos affaires dans les mains du Président des Etats Unis. Nous ne connaissons aucune mesure prise par lui au sujet de ces affaires qui ne soit connue du peuple. L'armée est ici, et, d'après ce que nous pouvons savoir ou conclure, elle a l'ordre d'écraser les obstacles à l'administration passible du gouvernement qui a sa source et son origine dans la saisie du Capitole d'Etat sous son égide, et l'organisation d'une Législature choisie par Bovee, Lynch, Longstreet et Hawkins, et imposée par les ordres émis dans l'affaire Antoine. Cette affaire Antoine a rempli son rôle dans les quatre jours du 9, du 10, du 11 et du 12 décembre, pendant lesquels Pinchback a été inauguré et reconnu comme un fait accompli précédemment. Des motions ont été inscrites à la Cour de Circuit pour faire rejeter la demande faite de juridiction, et une exception a été prise pour la même cause et un jour fixé pour l'audition des plaidoiries. Avant que ce jour arrivât, sur motion de l'avocat du plaignant, la demande a été retirée de la Cour.

Dans l'adresse au peuple des Etats-Unis datée du 23 décembre 1872, on trouve cette phrase qui indiquait que cette conclusion était arrangée, pour ainsi dire, à l'avance. Le comité disait :

"Depuis la réunion à la Nouvelle-Orléans dans laquelle le comité a été désigné, on nous a fait la suggestion que ces ordres et ces actes (de la Cour de Circuit) étaient des faits accomplis et que leur révocation ou leur rescision ne rétablirait pas le *statu quo*, et que nos plaintes sont, en conséquence, déraisonnables."

Il convient d'ajouter que cette suggestion a été faite au département de la justice, par Mr. l'avocat-général Williams. Il était impossible pour nous de nier que la Cour de Circuit des Etats-Unis ne pourrait pas une annulation de son ordre de saisie ou par la discution de ses injonctions redresser le tort commis. Les actes n'avaient pas reçu leur effet par suite de ces ordres et de ces injonctions qui étaient absolument nuls, mais par suite de l'emploi de l'armée pour les maintenir au mépris de la violation de la loi. Mais quel fardeau de responsabilité cette conséquence n'impose-t-elle pas à tous les auteurs et agents qui ont fait et exécuté ces ordres !

Les rapports de la majorité du Sénat, celui du sénateur Trumbull et celui du sénateur Bill, montrent une résolution magnanime de leur part, d'examiner les réclamations de notre peuple avec impartialité, et d'accorder le remède qui, dans leur opinion, était légitime contre les actes d'usurpation, d'illégalité, de violence et de fraude, qui, suivant eux, les preuves les plus frappantes, avaient servi de base aux gouvernements de Pinchback et de Kellogg.

Leurs rapports sont des indices d'une disposition plus libérale, exempte de passion et, nous ajouterons, digne d'hommes d'Etat, à statuer sur la condition compliquée et difficile dans laquelle les affaires de cette section de l'Union ont été plongées.

L'adresse du Comité au peuple des Etats-Unis a été reçue par la presse des Etats-Unis dans un esprit libéral, généreux et amical. Les discussions et les commentaires favorables de la presse ont montré une fermeté et une habileté que nous ne pouvons trop recommander ou apprécier. Elle n'a pas méconnu la gravité des questions ni la grandeur des intérêts engagés. C'est à ces discussions que nous attribuons l'intérêt que le peuple des Etats-Unis a manifesté à ce sujet.

Nous devons principalement compter sur le réveil de la conscience de ce peuple et sur son appréciation plus réfléchie. Il n'existe pas de raison pour qu'il se montre vindicatif et cruel, ni pour qu'il désire que la FORCE tasse LOI, et que le BIEN nomme distinctifs, et n'aient que le nom de POUVOIR.

Ce peuple est divisé parmi les Etats, et l'humiliation et la dépréciation d'un Etat de l'Union au niveau d'une province, privée des droits de se gouverner elle même, ne peuvent être que le précurseur de maux semblables pour les autres.

Nous n'avons rien demandé au peuple américain, à son Président, au Congrès ou aux juges, dans un langage enflammé, inconvenant ou comminatoire. Nous ne leur avons pas demandé d'exécuter aucune vengeance sur une personne ou un parti en notre faveur. Nous leur avons soumis la question de savoir s'il ne convenait pas qu'ils soutinssent leur propre constitution, qu'ils exigeassent de leurs officiers fidélité et honneur dans l'accomplissement des devoirs qui leur avaient été imposés, et s'il ne leur appartenait pas de maintenir la paix de l'Union entre les Etats et de sauvegarder la stabilité des gouvernements d'Etats et les privilèges du self-gouvernement local, de façon à préserver la tranquillité, la justice et la liberté.

A cela ils sont engagés solennellement par leur propre honneur, leur fidélité et le sentiment de ce qu'ils se doivent à eux-mêmes. Même pétition peut devoir peut être exprimée dans la langue d'un homme d'Etat, d'un patriote, d'un homme qui, bien qu'il soit d'un autre âge et d'un autre pays, est encore l'un des ancêtres de notre Constitution et de notre liberté, quand il présentait, en faveur de ses colonies, dont quelques-uns ont des descendants dans notre pays, sa PÉTITION DU DROIT : "Nous ne demandons que ce que demanderait, s'il pouvait parler, un vrai sur lequel on marcherait : Veuillez, je vous prie, ne plus marcher sur moi."

RECOMMANDATIONS.

Votre sagesse ne peut recommander au peuple de cet Etat le respect pour le gouvernement qui a été établi de la manière exposée dans les rapports de comité et la raison qu'il n'est pas respectable.

Nous recommandons qu'un comité permanent de 70 membres soit nommé avec pouvoir de s'accroître une grande quantité de témoignages qui existent et que le comité du Sénat n'a pas reçus; que des témoignages soient recueillis sur la manière administration sous laquelle gémit l'Etat de la part des officiers fédéraux de cet Etat et de la part des officiers d'Etat, par suite de laquelle la propriété a perdu toute sécurité et a diminué de valeur, et qui a détruit la confiance et appauvri et opprimé les personnes.

Nous recommandons que nos griefs soient soumis aux Législatures de tous les Etats de cette Union, et au Congrès quand il sera de nouveau en session.

Nous recommandons de solliciter la coopération et l'assistance des autres comité, qui sont chargés de provoquer les réformes judiciaires et administratives.

Nous recommandons que toute la population de cet Etat soit organisée pour accomplir les réformes dans notre administration d'Etat, et pour assurer l'économie et la responsabilité officielle.

Nous recommandons que la population de couleur de cet Etat soit protégée, encouragée, aidée, et qu'on assure ce qui est nécessaire pour améliorer son sort, la guider et la faire progresser; et que ceci sorte de règle permanente dans l'action et le conseil pour les relations à avoir avec elle.

Nous recommandons à notre population de se comporter avec calme et modération, afin que nous puissions montrer au monde que la force inhérente de notre population est à la hauteur des circonstances qui nous obligent à nous retenir en présence d'un gouvernement ignominieux, imposé par l'usurpation, la violence et la fraude, suivant le rapport d'un comité sur lequel nous n'avions ni influence ni contrôle, et dans lequel nous n'avions pas de représentant.

THOS. H. ADAMS, Président.
JOHN A. CAMPBELL,
J. N. LEA,
J. A. D. KOZIER,
ALEXANDER BROTHER,
J. W. STAUFFER,

membres du comité exécutif du comité des deux-cents citoyens.

LA RÉSISTANCE DANS LES PAROISSES.—Le *Republican* annonce, sur la foi d'une dépêche particulière de la Nouvelle-Ibérie, que le recorder, le shérif et le greffier de Cour de la paroisse St-Martin, ont refusé de céder leurs places aux trois individus qui se sont présentés pour en prendre possession avec des commissions de M. Kellogg. La dépêche annonce que pendant la nuit, des personnes restées inconnues ont jeté dans le bayou Têche le matériel de l'imprimerie du journal *L'Echo*, publié par M. J. F. Penn, à St-Martinville. Nous reproduisons ces nouvelles sous toutes réserves.

La libération du territoire.

Nous recevons d'un des membres de la colonie française, qui n'en est pas à faire ses preuves de patriotisme, la lettre suivante qui contient une suggestion dont le mérite sera apprécié par tous les résidents français. L'évacuation complète du territoire sera une occasion on ne peut plus favorable pour une manifestation du genre de celle que propose notre estimable correspondant. Nous ne doutons donc pas que son idée ne prenne bientôt une forme tangible et pratique.

Monsieur le Rédacteur,

Le 3 septembre prochain sera pour tous les Français une date mémorable. Ce jour-là, le dernier soldat prussien quittera le sol de notre pays. Ce jour-là, la France, relevant la tête et respirant à pleins poumons, poussera ce cri joyeux et retentissant : Je suis libre !

Et nous qui sommes ses fils et qui l'aimons, ne sentirons-nous pas ce jour-là le besoin de nous rejoindre ?

Ce jour-là, monsieur le Rédacteur, ne doit pas glisser inaperçu comme une date vulgaire. Cette date, qui marquera le terme de nos humiliations, sinon l'oubli de la gloire et l'éloignée dans notre mémoire. Il faut qu'ici, comme partout où vivent des Français, cette date célèbre soit pour eux le sujet d'une manifestation de joie nationale,—et qu'elle, se dresse plus tard, dans le passé, comme un souvenir heureux.

Que pensez-vous d'une fête française que l'on organiserait ici, de longue main, pour ce jour-là ? Il s'agirait d'une solennité où l'utile s'ajouterait à l'agréable, et serait à la fois un amusement et une bonne action.

Ce serait pour tous nos compatriotes une excellente occasion de se rapprocher, de se grouper, d'affirmer leurs sympathies réciproques, de se confondre dans un seul et même sentiment : l'amour de notre pays, et de se réjouir d'un bonheur commun à tous : sa délivrance.

Je sais bien qu'un nuage gris obscurcira de cette fête, songera, entre deux acapres provinces bien-aimées qui resteront aux mains du vainqueur. La joie sera mêlée d'un peu d'amertume.... Mais n'est-ce pas pour nous rester et l'avenir est moins pour nous une menace qu'une promesse. Vous verrez d'ailleurs les Alsaciens et les Lorrains, ces chaudes patriotes, être les premiers à battre des mains et à crier : Vive la France !

Cette idée d'une manifestation fait déjà son chemin à New-York ; il n'est pas douteux qu'elle fera bientôt le tour des Etats-Unis.... et, en attendant qu'elle fasse le tour du monde....

Agréez, monsieur le Rédacteur, l'assurance de mes respects.

F. T.

VENTE TRÈS IMPORTANTE D'IMMEUBLES.

MM. G. de Fériet & Co., encanteurs, offriront en vente, à la Bourse d'Encan St. Louis, une grande variété de maisons confortables et élégantes, de magasins de valeur et d'établissements d'affaires, situés dans les Premier, Deuxième, Troisième, Quatrième et Sixième Districts, et les jours suivants, au même endroit,

JEUDI, 27 mars 1873—pour le compte de la succession d'Emma E. Hutchinson contre B. F. Sadler, tuteur, et d'autres :

Quatre maisons en bois à deux étages, Nos 72, 74, 76 et 78, rue Esterpe, entre les rues St Charles et Carondelet.

Pour le compte de la succession E. G. Messersmith contre E. J. Messersmith et d'autres :

Une magnifique résidence de famille à deux étages, rue Espagne, entre les rues Dauphine et Bourgogne.

Pour le compte de la succession de Josephine Cantuwinski :

Maison et lot de terre au coin de la rue Miro et de la Promenade Carondelet.

Pour le compte des cohéritiers de David Barbour :

Lots de valeur pour bâtir dans le Deuxième et Quatrième Districts.

SAMEDI, 29 mars 1873.—Pour le compte de la succession de E. Dolbear, le conteau cutier du Collége commercial de Dolbear Cirera.

Une résidence magnifique, rue de l'Esplanade 124.

Quatre maisons en briques à deux étages, avec galeries, rue Jefferson.

Résidence confortable de famille, rue Dauphine.

Grande et commode résidence de famille, rue Dumaine.

Un magasin en briques à trois étages, rue de Chartres, connu sous le nom du Bazar Mauriel.

Maison double, rue Dumaine 170.

Maison en briques à 3 étages, rue Ste-Anne 53 et 55.

Résidence en briques à 3 étages, rue Toulouse 49.

Jolie résidence en bois à deux étages, au coin des rues Bons-Enfants et Kerlerec.

Résidence en briques, à 3 étages, rue Mercau ou Chartres 585.

Deux résidences en bois à 2 étages, rue Colysée 3.

Dix lots de valeur pour bâtir, dans le 6e district.

JEUDI, 10 avril 1873.—Pour le compte de la succession de S. M. Dinhammer :

Trois lots de valeur pour batir, rue Sixième, entre les rues Conray et Prytania.

Dans l'affaire de partage de Mme. Clémentine Pichot contre Mme. Josephine Bienvenu et autres :

Un magnifique magasin en briques à trois étages, rue Vieille Levée, No. 7, devant la Bourse de la Nouvelle-Orléans.

Un magasin en briques à deux étages, faisant face au Vieux Bassin.

Maison en briques à trois étages, rue Vieille Levée, 68.

Confortable résidence de famille, rue St-Philippe, 171.

Deux splendides maisons en briques, rue de la Douane, 176 et 178.

Résidence en briques à deux étages, rue Bienville, 180.

Résidence en briques à deux étages, rue Troisième.

MARDI, 15 avril 1873.—Belle résidence de famille, rue des [illegible]

Pour les conditions, voir les affiches et les annonces du matin, très bientôt dans nos colonnes d'annonces.

—A propos de [illegible] voici un nouveau genre de [illegible] nous trouvons dans un journal :

Jacob [illegible] a regardé dans le canon de son [illegible] pour voir s'il était chargé.

Il l'était.

Funérailles dimanche prochain.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Le spectacle de ce soir promet beaucoup. [illegible] Jean le Tocher et Trombal-Cazar, [illegible] Eustache Bandin, [illegible] Les deux pièces sont [illegible]

On annonce pour [illegible] de Mlle Bertinet, [illegible] programme de cette représentation [illegible] *Trente ans ou la vie d'un joueur*, [illegible] me, un intermède, et *Les Noces St-Germain*.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—La troupe régulière de ce théâtre paraîtra, pour la dernière fois, ce soir, dans le grand drame à sensation, intitulé *Eustache Bandin ou l'amour d'un père*.

Lundi soir, la troupe burlesque de Cavanagh débutera à l'Académie.

THÉATRE ST-CHARLES.—Ce donnera, ce soir, pour la dernière fois, le drame intitulé *Echappé de Sing Sing*, dans lequel le célèbre acteur Dominique Murray obtient de succès à ce théâtre. L'affiche du théâtre St-Charles porte pour lundi soir le drame émouvant d'*Arab-Na-Pogue*.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—M. Frédérick Robinson, un acteur du plus grand mérite, prendra son bénéfice lundi soir. On donnera pour cette occasion la pièce intitulée *Dorn*, la troisième pièce d'*Othello* et Pamusante comédie intitulée *Turbation*.

LA TROUPE DE MÉNESTRELS CREMET DE LONDRES.—Nous rappelons à nos lecteurs que la célèbre troupe de Menestrels de Christy débutera lundi soir, à la salle des "Odd-Fellows." La salle sera probablement comble, car le public de la Nlle-Orléans a entendu dire des merveilles de la troupe et tiendra à en juger par lui-même.

A. BROUSSEAU, 17 rue de Chartres.—Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur l'annonce publiée, dans l'*Abeille*, de cette maison, aussi honorable que populaire, et dont les magasins renferment toujours un stock parfaitement assorti de tapis, nattes, stores, rideaux, etc.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

LIGUE DU PEUPLE DE LA LOUISIANE.—Nous rendons compte, dans une autre partie du journal, de la réunion du Comité des Deux Cents Citoyens qui a eu lieu hier à midi. Le soir, il y a eu, dans un autre local, une réunion de citoyens, dans laquelle on a jeté les bases d'une grande organisation qui portera le nom de LIGUE DU PEUPLE DE LA LOUISIANE. Nous ferons connaître, en temps opportun, l'objet et le programme de cette association ; il nous suffira d'indiquer aujourd'hui, qu'elle a eu vue la restauration du *self-government* en Louisiane, le maintien du gouvernement légal et, conséquemment, la résistance à l'usurpation et à la tyrannie.

La réunion d'hier soir s'est mise en rapport avec le comité exécutif des 200 et il a été entendu que, sous les auspices de ces deux organisations, un grand mass meeting de la population serait convoqué immédiatement après la présentation du rapport que doit faire au comité des 200 son comité exécutif sur la situation intérieure de l'Etat, et l'on pense que la date de ce mass-meeting pourra être fixée à JEUDI soir. Notre prochain numéro contiendra une information précise à ce sujet.

Les citoyens voient, par ce qui s'est fait hier, que l'on s'occupe activement, dans les comités, d'arrêter le programme dont nous avons parlé il y a quelques jours. En attendant que ce programme soit exposé publiquement, les contribuables, qui sont sous le coup de menaces, ont toujours la ressource de s'adresser à l'Association de résistance aux taxes, dont l'avis paraît tous les jours dans nos colonnes. Avec de la fermeté et avec l'union et la persévérance, le peuple de la Louisiane finira par triompher de l'usurpation et par reconquérir la libre disposition de ses destinées.

On remarquera qu'en tête des recommandations faites par le Comité des 200 citoyens se trouve cette recommandation négative : votre comité ne peut recommander au peuple de cet Etat de *respecter* le gouvernement de Kellogg par la raison que ce gouvernement n'est pas *respectable*.

Nous apprenons qu'un meeting de tous les citoyens du Second District aura lieu un coin du ciel, et que chacun, au milieu de cette fête, songera, entre deux acapres provinces bien-aimées qui resteront aux mains du vainqueur. La joie sera mêlée d'un peu d'amertume.... Mais l'avenir est moins pour nous rester et l'avenir est moins pour nous une menace qu'une promesse. Vous verrez d'ailleurs les Alsaciens et les Lorrains, ces chaudes patriotes, être les premiers à battre des mains et à crier : Vive la France !

Cette idée d'une manifestation fait déjà son chemin à New-York ; il n'est pas douteux qu'elle fera bientôt le tour des Etats-Unis.... et, en attendant qu'elle fasse le tour du monde....

Agréez, monsieur le Rédacteur, l'assurance de mes respects.

F. T.

Nous apprenons qu'un meeting de tous les citoyens du Second District aura lieu un coin du ciel, et que chacun, au milieu de cette fête, songera, entre deux acapres provinces bien-aimées qui resteront aux mains du vainqueur. La joie sera mêlée d'un peu d'amertume.... Mais l'avenir est moins pour nous rester et l'avenir est moins pour nous une menace qu'une promesse. Vous verrez d'ailleurs les Alsaciens et les Lorrains, ces chaudes patriotes, être les premiers à battre des mains et à crier : Vive la France !

Cette idée d'une manifestation fait déjà son chemin à New-York ; il n'est pas douteux qu'elle fera bientôt le tour des Etats-Unis.... et, en attendant qu'elle fasse le tour du monde....

Agréez, monsieur le Rédacteur, l'assurance de mes respects.

F. T.

Les professeurs des écoles publiques se sont rendus en masse hier à l'Hôtel de Ville pour recevoir le salaire qui leur est dû pour le mois de janvier. Depuis quelques semaines, il n'était question que de leur dénouement, de leur misère, etc.

Nous pensons qu'ils ont lieu d'être satisfaite maintenant.

Nous rappelons à nos lecteurs et à nos lectrices que c'est, demain soir, lundi à huit heures, que la célèbre troupe des menestrels Christy, de Londres, doit faire ses débuts à la Salle des Odd-Fellows. Leur séjour parmi nous sera court, et les amateurs de ce genre de spectacle effrayant et agréable, feront bien de mettre les occasions à profit. La troupe jouera tous les soirs de cette semaine et elle donnera, en outre, trois matinées, le mardi, le jeudi et le samedi, à midi.

Autrefois, il y avait à la Nouvelle-Orléans vingt salles d'armes, et le goût de l'escrime, est exercice à la fois noble et hygiénique, était universel ; mais nous ne dirons pas, cependant, que l'escrime se meurt dans notre ville. Elle vit encore et elle se maintiendra en honneur tant que le "Vieux maître" comme l'appellent ses élèves, pourra tenir un fleuret pour enseigner. Et il est encore solide et énergique le Vieux maître, Gilbert Escobre. Il a toujours la même voix de Stentor pour gourmander les tireurs, comme nous en avons eu la preuve en assistant ces jours-ci, au Club d'escrime, rue Dauphine 86, à quelques assauts vigoureux, dignes du bon vieux temps. On nous assure qu'il y aura grand assaut aujourd'hui, à midi : avis aux membres du club.

Vendredi soir, quelques malfaiteurs ont voulu mettre le feu au magasin de faïences de L. Hymann, situé au coin des rues Magazine et Nouvelle. Une porte avait été ouverte et un paquet de petits morceaux de bois de pin, saturés d'huile de charbon, avait été déposé sur le plancher. Sans doute, les incendiaires ont été effrayés par quelque bruit, car ils se sont enfuis sans mettre le feu au magasin.

Ces tentatives deviennent si fréquentes qu'il n'est presque plus nécessaire de [illegible] parler.

Quatre voleurs ont essayé [illegible] deux heures du matin, de pénétrer [illegible] la maison de Mme. Brazes, [illegible] la rue des Magnolias. [illegible] déjà à forcer la [illegible] Quand un policier, qui [illegible] rondes, les a découverts. Les [illegible] ont pris la poudre d'escampette, sans demander leur reste.

[illegible] Comment les choses [illegible] que [illegible] "prestidigitateur" [illegible] Antoine se prétendait [illegible] constata [illegible] une [illegible] de son Compagnon [illegible] populaire du [illegible] District [illegible] y faisait [illegible] un bouffi de cognac et un [illegible] de cigares. Il paya la prime et, depuis [illegible] Un de ces jours dernier [illegible] un bureau de la Compagnie où demandait [illegible] montant de la prime, en disant que le cognac et les cigares ont été bus[illegible].

— De quelle façon ? demande le secrétaire, qui flaire quelque chose de suspect.

— J'ai bruit le cognac pour faire du punch et j'ai fumé les cigares, répond en souriant Fauvard.

—Très bien, dit le secrétaire, après un moment de réflexion : John, [illegible] il en a[illegible] un garçon de bureau, aller prier cet agent de police qui passe, d'entrer ici.

—Pourquoi faire, dit l'assuré étonné.

—Pour vous faire arrêter comme individu [illegible] vous avez commis un crime [illegible] vous [illegible] vous commander son repas, vous [illegible] et refuser de payer.

Le club "Harmony," suivi d'une délégation du club de Carollton, a paradé hier soir dans les rues principales de la ville. Le temps [illegible] favorable pour [illegible] l'Abeille, la procession n'est arrivée en un moment et nous a donné une agréable sérénade.

Demander à votre grocerie l'Yeast Powder de Bosley. C'est la meilleure poudre à lever pour préparer les gaufres, les crêpes, la pâte, les galettes, les gaufres, etc. Elle se vend aussi bon marché.

MoVD

MARIÉS, mercredi, 19 mars 1873, à St Clothaire de Louis, par le Révérend Père Pierre, M. JOSEPH MARCEL BRAUD, de la Jamaique, à Mademoiselle THÉRÈSE ELIZABETH PELANNE, de la Nlle-Orléans, La. Pas de cartes. Les journaux des paroisses St Jacques et St Jean-Baptiste sont priés de reproduire.

Décédé hier, à 2 heures et demie P. M., M. JOSEPHINE AMÉLIE VIONNET, épouse de Antoine Arnoto. Les amis et connaissances des familles Vionnet et Arnoto, sont priés assister aux funérailles d'une de leurs parentes, qui auront lieu aujourd'hui, 23 mars, à 4 heures de l'après-midi. Le convoi partira de sa demeure n° 4, Annunciation, No 264, rue Annunciation, près de la rue St Andrews.

Loge de Les Etoiles Unies, No 1, ancienne, fondée en 1809. Les membres de cette loge sont par les présentes convoqués à une assemblée spéciale, qui aura lieu ce soir, à 7 heures, pour [illegible] Les membres de la loge sont priés d'assister à cette assemblée. Par ordre du W. M. [illegible] Secrétaire.

Ancienne et Accepted Scottish Rite of Freemasonry. Grand Consistory of Louisiana. Nouvelle-Orléans, 20 mars 1873. Les membres de ce Grand Consistory sont par les présentes convoqués à une assemblée spéciale, qui aura lieu ce soir, à 7 heures, pour [illegible] Par ordre du Commandeur en Chef. [illegible] Secrétaire.

Compagnie de Fabriques de Gaz de la Nouvelle-Orléans. Nouvelle-Orléans, 20 mars 1873. Avis est par les présentes donné que [illegible] Par ordre du Président